

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis, au Comité d'Acquisition d'Immeubles à Mons, digue des Peupliers 71 (tél. 065/32 75 16, fax 065/32 74 97).

Personnes de contact : Jean-Marie Duym, assistant administratif; Michel Ricour, commissaire.

Références : 51065/4/2008.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen de maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Bergen, digue des Peupliers 71 (tel. 065/32 75 16; fax : 065/32 74 97).

Contactpersonen : Jean-Marie Duym, administratief assistent; Michel Ricour, commissaris.

Verwijzing : 51065/4/2008.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publication prescrite par l'article 770
du Code civil*

[2005/54247]

Succession en déshérence de De Groof, Joseph Philippe

Joseph Philippe De Groof, veuf de Elza Jozefina Barthelemy, né à Deurne le 2 février 1930, domicilié à Anvers (district Berchem), Arthur Sterckstraat 64, est décédé à Anvers (district Anvers) le 17 février 2004, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 24 décembre 2004, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 7 janvier 2005.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur a.i.
C. Windey.

(54247)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2005/54247]

Erfloze nalatenschap van De Groof, Joseph Philippe

Joseph Philippe De Groof, weduwnaar van Elza Jozefina Barthelemy, geboren te Deurne op 2 februari 1930, wonende te Antwerpen (district Berchem), Arthur Sterckstraat 64, is overleden te Antwerpen (district Antwerpen) op 17 februari 2004, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 24 december 2004, de bekendmakingen en aanplakkingen bevolen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek.

Antwerpen, 7 januari 2005.

Voor de gewestelijke directeur der registratie, de directeur a.i.
C. Windey.

(54247)

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

[C - 2004/23041]

**14 DECEMBRE 2004. — Circulaire
Modifications à partir du 1^{er} janvier 2005
en matière du droit à l'intégration sociale**

Madame la Présidente

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter par la présente circulaire de plus amples informations concernant :

1. la modification des catégories de bénéficiaires du revenu d'intégration à partir du 1^{er} janvier 2005 et ses conséquences sur le calcul des ressources (nouvel article 14, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale);

2. l'introduction de quelques nouvelles ressources exonérées (article 22, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale);

3. l'aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants (nouvel article 68quinquies de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale).

I. Modifications dans les catégories de revenu d'intégration

1. Remarques préliminaires

1.1. Dans ma circulaire du 30 septembre 2004 relative à la majoration des montants de base du revenu d'intégration et à leur indexation, je vous signalais déjà que le nombre de catégories de bénéficiaires du revenu d'intégration sera réduit de quatre à trois à partir du 1^{er} janvier 2005, conformément à la loi-programme du 9 juillet 2004 (1). Cette simplification des catégories permet de tenir compte des objections de la Cour d'Arbitrage qui, par son arrêt du 14 janvier 2004 (n° 5/2004), a annulé partiellement l'article 14 de la loi du 26 mai 2002, considérant

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

[C - 2004/23041]

**14 DECEMBER 2004. — Omzendbrief
Wijzigingen met ingang van 1 januari 2005
inzake het recht op maatschappelijke integratie**

Mevrouw de Voorzitter,

Mijnheer de Voorzitter,

Door middel van onderhavige rondzendbrief wil ik u nadere informatie verschaffen met betrekking tot :

1. de wijziging van de categorieën van leefloongerechtigden per 1 januari 2005 en de gevolgen ervan op de berekening van de bestaansmiddelen (nieuw art. 14, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie);

2. de invoering van enkele nieuwe vrijgestelde bestaansmiddelen (art. 22, § 1, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie);

3. de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen (nieuw art. 68quinquies van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn).

I. Wijzigingen in de leeflooncategorieën

1. Voorafgaande bemerkingen

1.1. In mijn omzendbrief van 30 september 2004 aangaande de verhoging van de basisbedragen van het leefloon en de indexering ervan, deelde ik u reeds mee dat met ingang van 1 januari 2005 het aantal categorieën van rechthebbenden op het leefloon overeenkomstig de programmawet van 9 juli 2004 teruggebracht wordt van vier op drie (1). Door de categorieën te vereenvoudigen wordt tegemoet gekomen aan de bezwaren van het Arbitragehof dat met zijn arrest van 14 januari 2004 (nr. 5/2004) artikel 14 van de wet van 26 mei 2002

qu'il existait une inégalité de traitement entre cohabitants et isolés, vu qu'il était tenu compte de la charge d'enfants pour cette dernière catégorie et non pas pour la première.

L'arrêté royal du 1^{er} mars 2004 (2) prévoyait des mesures provisoires afin de combler le vide juridique résultant de l'arrêt de la Cour d'Arbitrage, et ce pour éviter que certaines catégories de bénéficiaires du revenu d'intégration ne se retrouvent sans ressources.

Une solution juridique structurelle a été trouvée par la loi-programme du 9 juillet 2004 afin d'éviter toute forme de discrimination. Les catégories 3 (isolé ayant droit à un montant majoré) et 4 (famille monoparentale avec charge d'enfants) disparaissent et sont remplacées au 1^{er} janvier 2005 par la nouvelle catégorie des demandeurs avec charge de famille.

L'article 14, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale comporte donc trois catégories à partir du 1^{er} janvier 2005. Les catégories 1 (cohabitants) et 2 (isolés) existantes sont maintenues en plus de la nouvelle catégorie 3 (personnes avec charge de famille). Ces personnes perçoivent dorénavant un montant qui tient compte des frais plus élevés en raison du fait qu'une ou plusieurs personnes sont à leur charge.

Par conséquent, l'arrêté royal du 1^{er} mars 2004 portant dispositions consécutives à l'arrêt n° 5/2004 du 14 janvier 2004 de la Cour d'arbitrage prononçant l'annulation de certaines dispositions de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, est abrogé à partir du 1^{er} janvier 2005.

1.2. L'article 14, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale est formulé comme suit, à partir du 1^{er} janvier 2005 :

Le revenu d'intégration s'élève à :

1° 4.400 EUR pour toute personne cohabitant avec une ou plusieurs personnes.

Il faut entendre par cohabitation le fait que des personnes vivent sous le même toit et règlent principalement en commun leurs questions ménagères.

2° 6.600 EUR pour une personne isolée.

3° 8.800 EUR pour une personne vivant exclusivement avec une famille à sa charge.

Ce droit s'ouvre dès qu'il y a présence d'au moins un enfant mineur non marié.

Il couvre également le droit de l'éventuel conjoint ou partenaire de vie.

Par famille à charge, on entend le conjoint, le partenaire de vie, l'enfant mineur non marié ou plusieurs enfants parmi lesquels au moins un enfant mineur non marié.

Par partenaire de vie, on entend la personne avec qui le demandeur constitue un ménage de fait.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans quelle mesure le conjoint ou le partenaire de vie doit répondre aux conditions d'octroi visées à l'article 3.

1.3. Suite à la disparition de l'ancienne catégorie 3 (isolés ayant droit à un montant majoré) et afin de préserver les droits acquis de ces allocataires, un article 68quinquies est inséré le 1^{er} janvier 2005 dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, qui prévoit une aide spécifique pour les personnes qui doivent payer des pensions alimentaires en faveur d'enfants (3) (voir plus loin).

1.4. Pour la même raison, dans le cas d'une personne isolée qui héberge la moitié du temps uniquement soit un enfant mineur non marié à sa charge durant cette période, soit plusieurs enfants, parmi lesquels au moins un enfant mineur non marié qui est à sa charge durant cette période, dans le cadre de l'hébergement alterné, fixé par décision judiciaire ou par convention, visée à l'article 1288 du Code judiciaire (coparentalité), le montant de la catégorie 2 sera octroyé pendant la moitié du temps et le nouveau montant de la catégorie 3 sera octroyé l'autre moitié du temps.

1.5. Cette simplification des catégories offre également l'avantage d'instaurer une uniformité avec les catégories utilisées dans les autres régimes de protection sociale et cette solution contribue en outre à accroître la cohérence dans la sécurité sociale.

gedeeltelijk vernietigd heeft, overwegende dat er een ongelijke behandeling was van samenwonenden en alleenstaanden, gezien voor deze laatste groep de kinderlast wel in aanmerking genomen werd en voor de eerste groep niet.

Met het koninklijk besluit van 1 maart 2004 (2) werd voorzien in voorlopige maatregelen om de juridische leemte die was ontstaan als gevolg van het arrest van het Arbitragehof, op te vullen, dit om te vermijden dat bepaalde categorieën van leefloontrekkers zonder bestaansmiddelen zouden vallen.

Via de programmawet van 9 juli 2004 wordt een structurele juridische oplossing geboden om elke vorm van discriminatie uit te sluiten. De categorieën 3 (alleenstaande met recht op verhoogd bedrag) en 4 (éénoudergezin met kinderlast) verdwijnen met ingang van 1 januari 2005 en worden vervangen door de nieuwe categorie van de aanvragers met een gezin ten laste.

Artikel 14, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie maakt dus vanaf 1 januari 2005 melding van drie categorieën. De bestaande categorieën 1 (samenwonenden) en 2 (alleenstaanden) blijven behouden naast de nieuwe categorie 3 (personen met gezinslast). Deze laatste personen krijgen voortaan een bedrag dat rekening houdt met de verhoging van de kosten die ontstaan door de tenlasteneming van één of meerdere andere personen.

Op 1 januari 2005 wordt het koninklijk besluit van 1 maart 2004 houdende bepalingen ingevolge het arrest nr. 5/2004 van 14 januari 2004 van het Arbitragehof waarbij sommige bepalingen van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie werden vernietigd, opgeheven.

1.2. Artikel 14, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie luidt met ingang van 1 januari 2005 als volgt :

Het leefloon bedraagt :

1° 4.400 EUR voor elke persoon die met één of meerdere personen samenwoont.

Onder samenwoning wordt verstaan het onder hetzelfde dak wonen van personen die hun huishoudelijke aangelegenheden hoofdzakelijk gemeenschappelijk regelen.

2° 6.600 EUR voor een alleenstaande persoon.

3° 8.800 EUR voor een persoon die uitsluitend samenwoont met een gezin te zijnen laste.

Dit recht wordt geopend van zodra er ten minste één minderjarig ongehuwd kind aanwezig is.

Het dekt meteen het recht van de eventuele echtgeno(o)t(e) of levenspartner.

Onder gezin ten laste wordt verstaan, de echtgenoot, de levenspartner, het ongehuwd minderjarig kind of meerdere kinderen onder wie minstens één ongehuwd minderjarig kind.

De levenspartner is de persoon met wie de aanvrager een feitelijk gezin vormt.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in welke mate de echtgenoot of de levenspartner de in artikel 3 bedoelde voorwaarden moet vervullen.

1.3. Ingevolge het verdwijnen van de oude categorie 3 (alleenstaande met recht op een verhoogd bedrag) en opdat de betrokken uitkeringsgerechtigden hun verworven rechten niet zouden verliezen, wordt met ingang van 1 januari 2005 een artikel 68quinquies ingevoegd in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dat voorziet in een specifieke hulp voor personen die onderhoudsgeld ten gunste van kinderen moeten betalen (3) (zie verder).

1.4. Om diezelfde reden zal in geval van een alleenstaand persoon die voor de helft van de tijd uitsluitend hetzij een minderjarig ongehuwd kind dat hij te zijnen laste heeft gedurende deze periode huisvest, hetzij meerdere kinderen huisvest, onder wie minstens één ongehuwde minderjarige die hij te zijnen laste heeft gedurende deze periode, in het kader van een afwisselend verblijf, vastgelegd bij gerechtelijke beslissing of bij overeenkomst, bedoeld in artikel 1288 van het Gerechtelijk Wetboek (co-ouderschap) gedurende de helft van de tijd het bedrag van categorie 2 toegekend worden en zal de andere helft van de tijd het nieuwe bedrag van categorie 3 toegekend worden.

1.5. Deze vereenvoudiging van de categorieën houdt tevens het voordeel in dat er conformiteit zal ontstaan met de categorieën die gehanteerd worden in de andere stelsels van sociale bescherming en bovendien sluit deze oplossing aan bij het streven naar meer coherentie in de sociale zekerheid.

2. Les catégories

A partir du 1^{er} janvier 2005, il y aura donc 3 catégories pour l'octroi du revenu d'intégration.

Catégorie 1 : cohabitants

La catégorie 1 qui concerne la personne cohabitant avec une ou plusieurs personnes reste inchangée.

Au 1^{er} janvier 2005, le revenu d'intégration pour ces personnes s'élève à € 4.906,62 par an et à € 408,89 par mois (montant annuel de base de € 4.444 indexé au 1^{er} octobre 2004).

Catégorie 2 : isolés

La catégorie 2 qui concerne les personnes isolées reste également inchangée.

Au 1^{er} janvier 2005, le revenu d'intégration pour ces personnes s'élève à € 7.359,93 par an et à € 613,33 par mois (montant annuel de base de € 6.666 indexé au 1^{er} octobre 2004).

Catégorie 3 : personnes avec charge de famille

a) Définition

La catégorie 3 est neuve et vise la personne vivant exclusivement avec une famille à sa charge et à condition qu'il y ait présence d'au moins un enfant mineur non marié.

La description de cette catégorie comporte 3 éléments importants : (1) la famille à charge avec laquelle (2) on vit exclusivement et (3) la présence d'au moins un enfant mineur non marié. Passons à présent ces éléments en revue.

1. On entend par « famille à charge » :

- le conjoint;
- le partenaire de vie, à savoir la personne avec laquelle le demandeur constitue un ménage de fait;
- l'enfant mineur non marié;
- plusieurs enfants parmi lesquels au moins un enfant mineur non marié.

Les revenus éventuels de ces personnes n'ont aucune incidence sur la détermination de la catégorie « famille à charge », mais ils ont une influence sur le calcul du montant du revenu d'intégration de la catégorie 3 (voir plus loin).

2. Le demandeur doit vivre exclusivement avec une famille à sa charge. Il ne peut donc cohabiter avec d'autres personnes que celles mentionnées ci-dessus.

3. Etant donné que le droit à un revenu d'intégration de catégorie 3 naît dès qu'il y a présence d'au moins un enfant mineur non marié, il est par ailleurs nécessaire qu'au moins un enfant mineur non marié, pas nécessairement l'enfant du demandeur, fasse partie de la famille à sa charge.

En résumé, il s'agit donc uniquement des situations suivantes :

- une personne qui cohabite exclusivement avec son conjoint et un ou plusieurs enfants mineurs non mariés;
- une personne qui cohabite exclusivement avec son conjoint et plusieurs enfants dont au moins un enfant mineur non marié;
- une personne qui cohabite exclusivement avec son partenaire de vie et un ou plusieurs enfants mineurs non mariés;
- une personne qui cohabite exclusivement avec son partenaire de vie et plusieurs enfants dont au moins un enfant mineur non marié;
- une personne qui cohabite exclusivement avec un ou plusieurs enfants mineurs non mariés;
- une personne qui cohabite exclusivement avec plusieurs enfants dont au moins un enfant mineur non marié.

Les autres situations sont donc exclues. Ainsi, les conjoints ou partenaires de vie qui n'ont pas d'enfants font partie de la catégorie 1 et donc pas de la catégorie 3. De même, les conjoints ou partenaires de vie ayant un enfant mineur non marié, qui cohabitent avec les parents du conjoint, ne font pas partie de la catégorie 3, mais bien de la catégorie 1.

b) Montant

Le 1^{er} janvier 2005, le revenu d'intégration de ces personnes s'élève à € 9.813,24 par an et à € 817,77 par mois (montant annuel de base de € 8.888 indexé au 1^{er} octobre 2004).

c) Conditions d'octroi

Le demandeur du revenu d'intégration qui appartient à la catégorie 3 doit évidemment remplir toutes les conditions d'octroi, mentionnées à l'art. 3 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

2. De categorieën

Met ingang van 1 januari 2005 zijn er dus 3 categorieën voor de toekenning van het leefloon.

Categorie 1 : samenwonenden

Categorie 1 die de persoon betreft die met één of meerdere personen samenwoont, blijft onveranderd.

Op 1 januari 2005 bedraagt het leefloon voor deze personen € 4.906,62 per jaar en € 408,89 per maand (op 1 oktober 2004 geïndexeerd basisjaarbedrag van € 4.444).

Categorie 2 : alleenstaanden

Categorie 2 die de alleenstaande personen betreft, blijft eveneens onveranderd.

Op 1 januari 2005 bedraagt het leefloon voor deze personen € 7.359,93 per jaar en € 613,33 per maand (op 1 oktober 2004 geïndexeerd basisjaarbedrag van € 6.666).

Categorie 3 : personen met gezinslast

a) Definitie

Categorie 3 is nieuw en betreft de persoon die uitsluitend samenwoont met een gezin te zijnen laste mits er ten minste één ongehuwd minderjarig kind aanwezig is.

De omschrijving van deze categorie bevat 3 belangrijke elementen : (1) het gezin ten laste, waarmee (2) uitsluitend wordt samengewoond en (3) de aanwezigheid van ten minste één ongehuwd minderjarig kind. We bekijken nu deze elementen één voor één.

1. Onder « gezin ten laste » wordt verstaan :

- de echtgenoot;
- de levenspartner, dat is de persoon met wie de aanvrager een feitelijk gezin vormt;
- het ongehuwd minderjarig kind;
- meerdere kinderen onder wie minstens één ongehuwd minderjarig kind.

Het eventuele inkomen van deze personen heeft geen invloed op de vaststelling van de categorie « gezin ten laste », maar beïnvloedt wel de berekening van het bedrag van het leefloon van de categorie 3 (zie verder).

2. De aanvrager moet uitsluitend met een gezin ten zijnen laste samenwonen. Hij mag dus niet samenwonen met andere personen dan diegenen die zojuist vermeld werden.

3. Aangezien het recht op een leefloon in categorie 3 wordt geopend van zodra er ten minste één minderjarig ongehuwd kind aanwezig is, is het bovendien noodzakelijk dat er ten minste één ongehuwd minderjarig kind, niet noodzakelijk het kind van de aanvrager, deel uitmaakt van het gezin te zijnen laste.

Samenvattend gaat het dus enkel over de volgende situaties :

- een persoon die uitsluitend samenwoont met zijn echtgeno(o)t(e) en één of meerdere ongehuwde minderjarige kinderen;
- een persoon die uitsluitend samenwoont met zijn echtgeno(o)t(e) en meerdere kinderen onder wie ten minste één ongehuwd minderjarig kind;
- een persoon die uitsluitend samenwoont met zijn levenspartner en één of meerdere ongehuwde minderjarige kinderen;
- een persoon die uitsluitend samenwoont met zijn levenspartner en meerdere kinderen onder wie ten minste één ongehuwd minderjarig kind;
- een persoon die uitsluitend samenwoont met één of meerdere ongehuwde minderjarige kinderen;
- een persoon die uitsluitend samenwoont met meerdere kinderen onder wie ten minste één ongehuwd minderjarig kind.

Andere situaties zijn dus uitgesloten. Zo behoren de echtgenoten of levenspartners die geen kinderen hebben tot categorie 1 en dus niet tot categorie 3. Ook de echtgenoten of levenspartners met een ongehuwd minderjarig kind, die samenwonen met de ouders van de echtgenoot, behoren niet tot categorie 3, maar wel tot categorie 1.

b) Bedrag

Op 1 januari 2005 bedraagt het leefloon voor deze personen € 9.813,24 per jaar en € 817,77 per maand (op 1 oktober 2004 geïndexeerd basisjaarbedrag van € 8.888).

c) Toekenningsvoorwaarden

De leefloonaanvrager die behoort tot de categorie 3 dient uiteraard te voldoen aan alle toekenningsvoorwaarden voor het leefloon, zoals opgesomd in art. 3 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Par l'octroi du montant du revenu d'intégration de la catégorie 3, le droit du conjoint ou partenaire de vie éventuel, à savoir la personne avec laquelle le demandeur constitue un ménage de fait, est également couvert par la même occasion. Ceci signifie que le conjoint ou le partenaire de vie du demandeur du revenu d'intégration qui appartient à la catégorie 3 ne peut plus demander lui-même l'octroi d'un revenu d'intégration.

Etant donné que le droit du conjoint ou du partenaire de vie du demandeur du revenu d'intégration est couvert dans la catégorie 3, ce conjoint ou partenaire de vie doit lui aussi remplir une série de conditions d'octroi afin que le montant du revenu d'intégration de catégorie 3 puisse être octroyé. Il s'agit des conditions suivantes prévues à l'art. 3 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (4) :

- avoir sa résidence effective en Belgique, dans le sens à déterminer par le Roi (5);
- être majeur ou être assimilé à une personne majeure en application des dispositions de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (6);
- ne pas disposer de ressources suffisantes, ni pouvoir y prétendre ni être en mesure de se les procurer, soit par ses efforts personnels, soit par d'autres moyens (7);
- faire valoir ses droits aux prestations dont elle peut bénéficier en vertu de la législation sociale belge et étrangère;
- être disposé à travailler, à moins des raisons de santé ou d'équité l'en empêchent. Cette dernière condition d'être disposé à travailler ne doit être remplie que si le conjoint ou le partenaire de vie du demandeur du revenu d'intégration dispose de revenus (8) inférieurs au montant du revenu d'intégration de la catégorie 1 (cohabitants). En effet, si le conjoint ou le partenaire de vie dispose de revenus supérieurs au montant du revenu d'intégration pour cohabitants, cette personne dispose en fait d'un montant de revenu d'intégration pour cohabitants auquel elle aurait droit en catégorie 1. Dans ce cas, elle n'aurait pas droit à un revenu d'intégration et elle ne devrait donc également pas remplir la condition d'être disposé à travailler.

Le conjoint ou partenaire de vie du demandeur peut également bénéficier de toutes les mesures de mise à l'emploi dont le demandeur peut bénéficier. Dans cette situation, le C.P.A.S. conserve le droit à la subvention de l'Etat prévue à cet effet. Cette activation est uniquement possible si le droit au revenu d'intégration existe.

Le conjoint ou le partenaire de vie du demandeur du revenu d'intégration dans la catégorie 3 ne doit pas remplir la condition de nationalité de l'art. 3, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. En ce sens, il s'agit d'une situation identique à celle qui existait lors de la loi du 7 août 1974 relative au minimex en ce qui concernait le taux reconnu pour la catégorie des « conjoints vivant sous le même toit ». Le conjoint ou partenaire de vie ne doit donc pas remplir de condition de nationalité dès que l'autre qui est demandeur remplit la condition de nationalité en étant belge ou de nationalité étrangère permettant l'ouverture du droit au revenu d'intégration.

d) Paiement

Le revenu d'intégration de la catégorie 3 couvre donc également le droit du conjoint ou du partenaire de vie du demandeur du revenu d'intégration. Dans la pratique, les avantages de l'individualisation des droits des cohabitants avec charge d'enfants sont maintenus. Bien qu'il s'agisse d'un revenu d'intégration de la catégorie 3, les mesures d'exécution font en sorte que son paiement reste individualisé. Le revenu d'intégration est payé pour moitié au bénéficiaire et pour l'autre moitié au conjoint ou partenaire de vie avec lequel le bénéficiaire cohabite. Pour raisons d'équité, une autre répartition peut être appliquée (9), par exemple lorsqu'un des conjoints ne participe pas aux frais du ménage.

La part du montant de revenu d'intégration de la catégorie 3, revenant à la personne décédée, est payée prioritairement au conjoint ou au partenaire de vie survivant (10).

3. Calcul des ressources

Une série de dispositions relatives au calcul des ressources, fixées par l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale, ont été adaptées à la modification des catégories (a). En outre, une autre modification porte sur toutes les catégories; elle concerne donc les demandeurs d'un revenu d'intégration catégorie 1, catégorie 2 et catégorie 3 (b) (11)

Door de toekenning van het leefloonbedrag van de categorie 3 is meteen ook het recht van de eventuele echtgeno(o)t(e) of levenspartner, dat is de persoon met wie de aanvrager een feitelijk gezin vormt, gedekt. Dat betekent dat de echtgeno(o)t(e) of levenspartner van de leefloonaanvrager die behoort tot categorie 3 zelf geen leefloon meer kan aanvragen.

Aangezien ook het recht van de echtgeno(o)t(e) of levenspartner van de aanvrager van het leefloon in de categorie 3 wordt gedekt, moet ook deze echtgeno(o)t(e) of levenspartner aan een aantal toekenningsvoorwaarden voldoen opdat het leefloonbedrag van de categorie 3 kan toegekend worden. Het gaat over de volgende voorwaarden uit art. 3 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie (4) :

- zijn werkelijke verblijfplaats in België hebben in de door de Koning bepaalde zin (5);
- meerderjarig zijn of hiermee gelijkgesteld zijn overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie (6);
- niet over toereikende bestaansmiddelen beschikken, noch er aanspraak kunnen op maken, noch in staat zijn deze hetzij door eigen inspanningen, hetzij op een andere manier te verwerven (7);
- zijn rechten laten gelden op uitkeringen die hij kan genieten krachtens de Belgische of buitenlandse sociale wetgeving;
- werkbereid zijn, tenzij dit om gezondheids- of billijkheidsredenen niet mogelijk is. Deze laatste voorwaarde van werkbereidheid moet enkel vervuld zijn indien de echtgeno(o)t(e) of levenspartner van de leefloonaanvrager over eigen inkomsten (8) beschikt die lager zijn dan het leefloonbedrag van categorie 1 (samenwonenden). Immers, indien de echtgeno(o)t(e) of levenspartner over inkomsten beschikt die hoger zijn dan het leefloonbedrag voor samenwonenden, beschikt deze persoon in feite over het leefloonbedrag voor samenwonenden waarop hij of zij recht zou hebben in categorie 1. In dat geval zou hij of zij geen recht hebben op een leefloon en zou hij of zij dus ook niet aan de voorwaarde van werkbereidheid moeten voldoen.

De echtgeno(o)t(e) of levenspartner van de aanvrager kan ook genieten van alle tewerkstellingsmaatregelen waarvan de aanvrager kan genieten. In deze situatie behoudt het O.C.M.W. het recht op de hiervoor voorziene staatstoelage. Deze activering kan enkel zolang er een recht op maatschappelijke integratie bestaat.

De echtgeno(o)t(e) of levenspartner van de aanvrager van het leefloon in de categorie 3 moet de nationaliteitsvoorwaarde van art. 3, 3°, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie niet vervullen. Het gaat hier om dezelfde situatie als degene die bestond in de wet van 7 augustus 1974 betreffende het bestaansminimum, wat betreft het bedrag voor de « samenwonende echtgenoten ». De echtgenoot of de levenspartner moet de nationaliteitsvoorwaarde dus niet vervullen zodra de andere, die aanvrager is, de nationaliteitsvoorwaarde vervult omdat hij Belg is of van vreemde nationaliteit die een aanspraak op het leefloon mogelijk maakt.

d) Uitbetaling

Het leefloon in de categorie 3 dekt dus ook het recht van de echtgeno(o)t(e) of levenspartner van de leefloonaanvrager. In de praktijk worden de voordelen van de individualisering van de rechten van samenwonenden met kinderlast behouden. Hoewel opgenomen in de categorie 3 werd er in de uitvoeringsmaatregelen op toegezien dat de betaling van het leefloon geïndividualiseerd blijft. Het leefloon wordt voor de helft uitbetaald aan de begunstigde en voor de andere helft aan de echtgeno(o)t(e) of levenspartner waarmee de begunstigde samenwoont. Om redenen van billijkheid mag een andere verdeling worden toegepast (9), bijvoorbeeld indien één van de echtgenoten niet participeert in de kosten van het huishouden.

Het deel van het bedrag van het leefloon in categorie 3 dat toekomt aan de overleden persoon wordt bij voorrang uitbetaald aan de langstlevende echtgeno(o)t(e) of levenspartner (10).

3. Berekening van de bestaansmiddelen

Een aantal bepalingen aangaande de berekening van de bestaansmiddelen, vervat in het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie, dienden te worden aangepast aan de wijziging van de categorieën (a). Daarnaast is er ook een wijziging die betrekking heeft op alle categorieën, die dus zowel betrekking heeft op de aanvrager van een leefloon categorie 1, categorie 2 en categorie 3 (b) (11)

a) Modifications relatives au calcul des ressources lorsque le demandeur est bénéficiaire du revenu d'intégration catégorie 3 et cohabite avec son conjoint ou partenaire

a.1. Généralités

La règle générale est que toutes les ressources du conjoint ou partenaire de vie du bénéficiaire du revenu d'intégration catégorie 3 sont prises en compte pour le calcul de ce revenu d'intégration.

Ces revenus sont calculés conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 26 mai 2002.

Dès lors, les exonérations totales ou partielles prévues par la loi sont également applicables aux revenus du conjoint ou partenaire (12)

Exemple :

Le demandeur A cohabite avec son partenaire et un enfant mineur non marié.

A n'a pas de revenus et a droit au revenu d'intégration catégorie 3.

Les revenus professionnels annuels du partenaire s'élèvent à € 5.000.

Calcul du revenu d'intégration pour A : $9.813,24 - (5.000 - 310)$

a.2. La pleine propriété ou l'usufruit d'un bien immeuble lorsque le demandeur est bénéficiaire du revenu d'intégration catégorie 3 et cohabite avec son conjoint ou partenaire

Conformément à la règle générale, il est tenu compte, pour le calcul des ressources en vue de l'octroi du revenu d'intégration, de la partie non exonérée du revenu cadastral global (multiplié par 3) des biens immeubles qui sont la propriété du conjoint ou partenaire du demandeur du revenu d'intégration catégorie 3.

Si les deux personnes ont la pleine propriété ou l'usufruit d'un bien immeuble, il est tenu compte de la partie commune dont elles ont ensemble la pleine propriété ou l'usufruit (13).

De la même manière, si elles ont ensemble la pleine propriété ou l'usufruit d'un bien immeuble grevé d'hypothèque, il est tenu compte, pour la détermination du montant des intérêts hypothécaires, de la partie commune dont elles ont ensemble la pleine propriété ou l'usufruit.

Si les deux personnes ont acquis un bien immeuble par le paiement d'une rente viagère, le montant de la rente viagère est composé sur la base de la partie commune dont elles ont ensemble la pleine propriété ou l'usufruit.

De la même manière, le montant exonéré du revenu cadastral est composé de la partie commune dans le cas où le demandeur du revenu d'intégration catégorie 3 et son conjoint ou partenaire sont ensemble propriétaires ou usufruitiers en indivision (14).

En ce qui concerne l'augmentation du montant exonéré de € 125 pour chaque enfant pour lequel, en matière d'allocations familiales, le demandeur possède la qualité d'allocataire, il convient de remarquer que cette augmentation est également valable lorsque le conjoint ou partenaire du demandeur du revenu d'intégration catégorie 3 possède la qualité d'allocataire (15).

Exemple :

A et son conjoint B, qui ont un enfant mineur non marié, sont ensemble propriétaires d'une habitation dont le revenu cadastral s'élève à € 1.000.

B est allocataire en matière d'allocations familiales.

A introduit une demande de revenu d'intégration catégorie 3.

Ressources : A : $\frac{1}{2}$ propriétaire = $1.000 \times \frac{1}{2} = 500$

B : $\frac{1}{2}$ propriétaire = $1.000 \times \frac{1}{2} = 500$

Total = 1.000

Exonération : A : $750 \times \frac{1}{2} = 375$

B : $750 \times \frac{1}{2} = 375$

+ 125 (allocataire)

Total = 875

Calcul : $(1.000 - 875) \times 3$

Lorsque le conjoint ou partenaire d'un demandeur du revenu d'intégration catégorie 3 donne en location un bien immeuble dont il a la pleine propriété ou l'usufruit, il est tenu compte, pour le calcul du revenu d'intégration du demandeur, du montant du loyer si ce dernier est supérieur au résultat obtenu par la méthode de calcul basée sur le revenu cadastral.

a) Wijzigingen inzake de berekening van de bestaansmiddelen wanneer de aanvrager gerechtigd is op een leefloon categorie 3 en samenwoont met een echtgenoot of partner

a.1. Algemeen

Als algemene regel kan gesteld worden dat alle bestaansmiddelen van de echtgenoot of levenspartner van de gerechtigde op een leefloon categorie 3 in aanmerking worden genomen voor de berekening van dit leefloon.

Deze inkomsten worden berekend overeenkomstig het bepaalde in artikel 16 van de wet van 26 mei 2002.

Dit betekent ook dat de gehele en gedeeltelijke vrijstellingen die wettelijk voorzien zijn, ook toegepast worden op de inkomsten van de echtgenoot of partner (12).

Voorbeeld :

Aanvrager A woont samen met zijn partner en een ongehuwd minderjarig kind

A heeft geen inkomsten en heeft recht op een leefloon categorie 3

De partner heeft jaarlijks € 5.000 inkomen uit arbeid

Berekening van het leefloon voor A : $9.813,24 - (5.000 - 310)$

a.2. Het bezit van een onroerend goed in volle eigendom of vruchtgebruik wanneer de aanvrager gerechtigd is op een leefloon categorie 3 en samenwoont met een echtgenoot of partner

Overeenkomstig de algemene regel wordt rekening gehouden met het niet vrijgesteld gedeelte van het globaal kadastraal inkomen van de onroerende goederen (vermenigvuldigd met 3) die de echtgenoot of partner van de aanvrager op een leefloon categorie 3 bezit, voor de berekening van zijn leefloon.

Indien beiden volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn van een onroerend goed wordt rekening gehouden met het gemeenschappelijk gedeelte waarvan zij samen volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn (13).

Zo ook wordt, indien ze gezamenlijk volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn van een onroerend goed dat met hypotheek bezwaard is, voor het bepalen van het bedrag van de hypothecaire intresten gekeken naar het gemeenschappelijk gedeelte waarvan zij samen volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn.

En indien beiden een onroerend goed hebben verworven mits betaling van een lijfrente, wordt het bedrag van de lijfrente samengesteld op basis van het gemeenschappelijk gedeelte waarvan zij samen volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn.

Identiek wordt het vrijgesteld bedrag van het kadastraal inkomen samengesteld uit het gemeenschappelijk gedeelte ingeval de aanvrager op een leefloon categorie 3 en zijn echtgenoot of partner gezamenlijk in onverdeeldheid eigenaar of vruchtgebruiker zijn (14).

Wat betreft de verhoging van het vrijgesteld bedrag met € 125 voor elk kind waarvoor, wat betreft de kinderbijslag de aanvrager de hoedanigheid van bijslagtrekkende bezit, kan opgemerkt worden dat deze verhoging ook geldt indien de echtgenoot of partner van de aanvrager op een leefloon categorie 3 de hoedanigheid heeft van bijslagtrekkende (15).

Voorbeeld :

A en echtgenoot B met een ongehuwd minderjarig kind bezitten samen een woning met een kadastraal inkomen van € 1.000.

B is bijslagtrekkende wat betreft de kinderbijslag

A doet een aanvraag leefloon categorie 3

Bestaansmiddelen : A : $\frac{1}{2}$ eigenaar = $1.000 \times \frac{1}{2} = 500$

B : $\frac{1}{2}$ eigenaar = $1.000 \times \frac{1}{2} = 500$

Totaal = 1.000

Vrijstelling : A : $750 \times \frac{1}{2} = 375$

B : $750 \times \frac{1}{2} = 375$

+ 125 (bijslagtrekkende)

Totaal = 875

Berekening : $(1.000 - 875) \times 3$

Indien de echtgenoot of partner van een aanvrager op een leefloon categorie 3 een onroerend goed waarvan hij volle eigenaar of vruchtgebruiker is, verhuurt, wordt voor de berekening van het leefloon van de aanvrager rekening gehouden met de huuropbrengsten indien het huurbedrag hoger is dan het resultaat van de berekeningswijze via het kadastraal inkomen.

Lorsque les deux personnes ont la pleine propriété ou l'usufruit en indivision d'un bien immeuble donné en location, il est tenu compte, pour la détermination du rendement locatif, de la partie dont le demandeur du revenu d'intégration catégorie 3 et son conjoint ou partenaire ont ensemble la pleine propriété ou l'usufruit (16).

a.3. Calcul des capitaux mobiliers lorsque le demandeur est bénéficiaire du revenu d'intégration catégorie 3 et cohabite avec son conjoint ou partenaire

Conformément à la règle générale, il est tenu compte, de la manière définie à l'article 27 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002, des capitaux mobiliers appartenant au conjoint ou partenaire du demandeur du revenu d'intégration catégorie 3.

Lorsque les deux personnes disposent d'un capital mobilier commun, il est tenu compte de ce capital commun et les tranches sont également fixées en proportion du nombre de personnes titulaires du compte (17).

Exemple :

A et B, qui ont un enfant mineur non marié, ont un compte d'épargne commun de € 20.000.

Nombre de titulaires du compte = 2

Capital mobilier : $20.000 \times 2/2 = 20.000$

Tranches : $6.200 \times 2/2 = 6.200$

$12.500 \times 2/2 = 12.500$

Calcul : 0 % de 1 – 6.199

6 % de 6.200 – 12.500 = 378

10 % de la somme au-dessus de 12.500 = 750

Total : 1.128

a.4. Cession de biens lorsque le demandeur est bénéficiaire du revenu d'intégration catégorie 3 et cohabite avec son conjoint ou partenaire

Lorsque le conjoint ou partenaire du demandeur du revenu d'intégration catégorie 3 a cédé à titre onéreux ou à titre gratuit des biens meubles ou immeubles au cours des dix années précédant la date à laquelle la demande de revenu d'intégration produit ses effets, il est tenu compte conformément aux dispositions des articles 28 à 32 inclus de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 (règle générale).

Lorsque les deux personnes ont cédé ensemble à titre onéreux ou à titre gratuit des biens meubles ou immeubles au cours des dix années précédant la date à laquelle la demande du revenu d'intégration produit ses effets, il est tenu compte de la valeur vénale de leur droit commun sur le bien cédé (18).

Lorsque les deux personnes ont vendu ensemble leur seule maison d'habitation ou leur seul bien immeuble non bâti, la première tranche exonérée de € 37.200 est composée de la partie commune de ce bien que les deux personnes possédaient (19).

En ce qui concerne la déduction des dettes personnelles, il convient de remarquer que cette déduction est également valable pour les dettes personnelles que le conjoint ou partenaire du demandeur du revenu d'intégration catégorie 3 a acquittées en tout ou en partie au moyen du produit de la cession si ces dettes ont été contractées avant la vente du bien (20).

Exemple (sans application de l'article 32 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002) :

A et son partenaire B, qui ont un enfant mineur non marié, vendent le 15 décembre 2003 leur seule maison d'habitation pour € 80.000.

B s'est acquitté, à l'aide du produit de la vente, de € 6.000 de dettes personnelles (et toutes les conditions légales sont satisfaites).

A introduit le 1^{er} janvier 2005 une demande de revenu d'intégration catégorie 3.

Calcul : 2 vendeurs

Valeur vénale commune : $(80.000 \times 1/2) \times 2 = 80.000$

Déduction commune : $(37.200 \times 1/2) \times 2 = 37.200$

Dettes personnelles de B : 6.000

Abattements (art. 31, § 1^{er} AR) : 2.500 (1 an, période du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} janvier 2005)

Total : $80.000 - (37.200 + 6.000 + 2.500) = 34.300$

Les tranches prévues à l'article 27 de l'arrêté doivent être appliquées sur ce montant.

a.5. Immunisation des ressources provenant de l'intégration socio-professionnelle (ISP) lorsque le demandeur est bénéficiaire du revenu d'intégration catégorie 3 et cohabite avec son conjoint ou partenaire

Comme il a déjà été signalé, les exonérations prévues par la loi sont également valables pour le conjoint ou partenaire d'un demandeur du revenu d'intégration catégorie 3.

Indien beiden volle eigenaar of vruchtgebruiker in onverdeeldheid zijn van een onroerend goed dat verhuurd wordt, wordt voor het bepalen van de huuropbrengsten gekeken naar het gedeelte waarvan de aanvrager op een leefloon categorie 3 en zijn echtgenoot of partner samen volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn (16).

a.3. Berekening van roerende kapitalen wanneer de aanvrager gerechtigd is op een leefloon categorie 3 en samenwoont met een echtgenoot of partner

Overeenkomstig de algemene regel wordt op de in artikel 27 van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 bepaalde wijze rekening gehouden met de roerende kapitalen die de echtgenoot of partner van de aanvrager op een leefloon categorie 3 bezit.

Indien beiden over een gezamenlijk roerend kapitaal beschikken, wordt rekening gehouden met dit gezamenlijk kapitaal, en worden de schijfbedragen ook vastgesteld in verhouding tot het aantal personen die houder zijn van de rekening (17).

Voorbeeld :

A en B met een ongehuwd minderjarig kind hebben een gezamenlijke spaarrekening van € 20.000

Aantal rekeninghouders = 2

Roerend kapitaal : $20.000 \times 2/2 = 20.000$

Schijfbedragen : $6.200 \times 2/2 = 6.200$

$12.500 \times 2/2 = 12.500$

Berekening : 0 % van 1 – 6.199

6 % van 6.200 – 12.500 = 378

10 % boven 12.500 = 750

Totaal : 1.128

a.4. Afstand van goederen wanneer de aanvrager gerechtigd is op een leefloon categorie 3 en samenwoont met een echtgenoot of partner

Indien de echtgenoot of partner van de aanvrager op een leefloon categorie 3 roerende of onroerende goederen om niet of ten bezwarende titel heeft afgestaan in de loop van de tien jaar voor de datum waarop de aanvraag om het leefloon uitwerking heeft, wordt hiermee rekening gehouden overeenkomstige hetgeen bepaald is in de artikelen 28 tot en met 32 van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 (algemene regel).

Indien beiden gezamenlijk een roerend of onroerend goed om niet of ten bezwarende titel hebben afgestaan in de loop van de tien jaar voor de datum waarop de aanvraag om het leefloon uitwerking heeft, wordt rekening gehouden met de verkoopwaarde van hun gezamenlijk recht op het afgestane goed (18).

Indien beiden gezamenlijk hun enige woonhuis of hun enig onbebouwd onroerend goed hebben verkocht, wordt de eerste vrijgestelde schijf van € 37.200 samengesteld uit het gemeenschappelijk gedeelte dat beiden hadden met betrekking tot dit goed (19).

Wat betreft de aftrek van de persoonlijke schulden, kan opgemerkt worden dat deze aftrek ook geldt voor de persoonlijke schulden die de echtgenoot of partner van de aanvrager op een leefloon categorie 3 heeft afgelost of gedeeltelijk heeft betaald met de opbrengst van de afstand indien deze schulden werden aangegaan voor de verkoop van het goed (20).

Voorbeeld (zonder toepassing te maken van artikel 32 van het koninklijk besluit van 11 juli 2002) :

A en partner B met een ongehuwd minderjarig kind verkopen op 15 december 2003 hun enige woonhuis voor € 80.000

B heeft met de opbrengst van de verkoop € 6.000 persoonlijke schulden afbetaald (en aan alle wettelijke voorwaarden is voldaan)

A vraagt op 1 januari 2005 het leefloon categorie 3 aan

Berekening : 2 verkopers

Gezamenlijke verkoopwaarde : $(80.000 \times 1/2) \times 2 = 80.000$

Gezamenlijke aftrek : $(37.200 \times 1/2) \times 2 = 37.200$

Persoonlijke schulden B : 6.000

Abattements (art. 31, § 1 KB) : 2.500 (1 jaar, periode 1 januari 2004 tot 1 januari 2005)

Totaal : $80.000 - (37.200 + 6.000 + 2.500) = 34.300$

op dit bedrag moeten de schijven, voorzien bij artikel 27 van het besluit worden toegepast

a.5. Vrijstelling socio-professionele integratie (SPI) wanneer de aanvrager gerechtigd is op een leefloon categorie 3 en samenwoont met een echtgenoot of partner

Zoals reeds aangestipt gelden de wettelijk voorziene vrijstellingen ook voor de echtgenoot of partner van een gerechtigde op een leefloon categorie 3.

De cette manière, l'exonération ISP peut également être appliquée lorsque le conjoint ou partenaire commence à travailler, suit une formation professionnelle, perçoit des revenus d'une activité artistique ou acquiert une expérience professionnelle en tant qu'étudiant (et si les autres conditions légales sont satisfaites) (21).

Concrètement, dans le cas où un revenu d'intégration catégorie 3 est accordé, l'exonération ISP peut dès lors être appliquée deux fois en même temps, une fois pour le demandeur du revenu d'intégration et une fois pour le conjoint ou partenaire du demandeur.

b) Modification en matière de calcul des ressources valable pour toutes les catégories

L'article 29, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 stipule que la première tranche de € 37.200 de la valeur vénale est immunisée s'il s'agit de la vente de la seule maison d'habitation ou de la vente du seul bien immeuble non bâti du demandeur.

Par l'insertion d'un alinéa 2 dans l'article précité, la tranche immunisée est multipliée, à partir du 1^{er} janvier 2005, par la fraction exprimant l'importance du droit du demandeur sur le bien au moment de la vente s'il y a plusieurs propriétaires (propriétaires en indivision) (22).

Cette modification se justifie par le fait qu'il est apparu dans la pratique que l'application de l'immunisation de cette première tranche n'était pas claire du tout.

Exemple :

A et B vendent leur maison d'habitation commune pour € 100.000 et ne possèdent pas d'autre bien.

A introduit une demande de revenu d'intégration.

Calcul : Revenus : $100.000 \times 1/2 = 50.000$

Immunitisation : $37.200 \times 1/2 = 18.600$

Total : $50.000 - 18.600 = 31.400$

Les tranches prévues à l'article 27 de l'arrêté doivent être appliquées sur ce montant.

II. Nouveaux revenus exonérés

Pour le calcul des ressources, deux nouveaux montants sont exonérés.

1. Le crédit d'impôt récupérable

A partir du 1^{er} janvier 2005, il n'est pas tenu compte du crédit d'impôts récupérable prévu à l'article 134, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 (23) pour le calcul des ressources.

Le crédit d'impôts prévu par l'article 134, § 3, du Code sur les impôts sur les revenus constitue un remboursement par les contributions d'un montant reconnu aux personnes ayant la charge d'enfants mais qui ne peuvent opérer aucune déduction fiscale du fait de leurs bas revenus souvent non imposables. Tel est le cas des personnes bénéficiaires du revenu d'intégration qui peuvent de ce fait retoucher un montant de crédit d'impôt par enfant à charge suite à la réception de leur avertissement extrait de rôle.

Cette nouvelle exonération permet de mieux prendre en compte la charge d'enfants lors de la détermination des différentes catégories et aussi de répondre à une des critiques formulées par la Cour d'Arbitrage dans l'arrêt n° 5/2004 du 4 janvier 2004. En effet, le crédit d'impôt est octroyé aux familles ayant de très faibles revenus et son montant total est fonction du nombre d'enfants à charge. C'est assurément les conjoints ou partenaires de vie avec famille à charge qui sont les plus concernés par cette modification.

2. Indemnité forfaitaire pour la tutelle de mineurs étrangers non accompagnés

Un « service des Tutelles » a été créé auprès du SPF Justice, chargé d'organiser une tutelle spécifique pour les mineurs étrangers non accompagnés. Ce service désigne un tuteur pour assurer la représentation des mineurs non accompagnés. Les tuteurs perçoivent pour cette mission une indemnité forfaitaire du « service des Tutelles ».

Lors du calcul des ressources, il n'est pas tenu compte de l'indemnité forfaitaire, visée à l'article 6, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2003 portant exécution du Titre XIII, Chapitre 6 « Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés » de la loi-programme du 24 décembre 2002, pour autant que la tutelle reste limitée à l'équivalent de deux tutelles à temps plein par an (24).

Aldus kan ook de SPI-vrijstelling toegepast worden indien de echtgenoot of partner begint te werken, een beroepsopleiding volgt, inkomsten ontvangt uit een artistieke activiteit of als student beroepservaring opdoet (en indien aan de andere wettelijke voorwaarden voldaan is) (21).

Concreet betekent dit dat ingeval een leefloon categorie 3 wordt toegekend, tegelijkertijd twee maal een SPI-vrijstelling kan toegepast worden, één keer voor de aanvrager van het leefloon en één keer voor de echtgenoot of partner van de aanvrager.

b) Wijziging inzake de berekening van de bestaansmiddelen die geldt voor alle categorieën

Artikel 29, eerste lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 bepaalt dat de eerste schijf van € 37.200 van de verkoopwaarde wordt vrijgesteld indien het gaat om de verkoop van het enige woonhuis of de verkoop van het enige onbebouwd onroerend goed van de aanvrager.

Door de invoering van een tweede lid in voornoemd artikel wordt de vrijgestelde schijf met ingang van 1 januari 2005 vermenigvuldigd met de breuk die de belangrijkheid uitdrukt van het recht van de aanvrager op het goed bij de verkoop indien er meerdere eigenaars zijn (eigenaar in onverdeeldheid) (22)

De reden hiervoor is dat uit de praktijk bleek dat er veel onduidelijkheid bestond over de toepassing van deze eerste vrijgestelde schijf.

Voorbeeld :

A en B verkopen het gezamenlijke woonhuis voor € 100.000 zonder dat ze nog een ander goed bezitten.

A komt het leefloon aanvragen

Berekening : inkomsten : $100.000 \times 1/2 = 50.000$

Vrijstelling : $37.200 \times 1/2 = 18.600$

Totaal : $50.000 - 18.600 = 31.400$

op dit bedrag moeten de schijven, voorzien bij artikel 27 van het besluit worden toegepast

II. Nieuwe vrijgestelde inkomens

Er worden bij de berekening van de bestaansmiddelen twee nieuwe vrijgestelde bedragen toegevoegd.

1. Het terugvorderbaar belastingskrediet

Met ingang van 1 januari 2005 wordt bij het berekenen van de bestaansmiddelen geen rekening gehouden met het terugvorderbaar belastingskrediet zoals bepaald bij artikel 134, § 3, van het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992 (23).

Het bij artikel 134, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voorziene belastingskrediet is een terugbetaling door de fiscus van een bedrag toegekend aan personen met kinderlast maar die geen fiscale aftrek genieten wegens hun meestal niet-belastbare lage inkomsten. In dit geval verkeren personen die gerechtigd zijn op het leefloon en die daardoor, na het ontvangen van hun aanslagbiljet, een belastingskrediet per kind ten laste bekomen.

Dankzij deze nieuwe vrijstelling kan beter rekening gehouden worden met de gezinslast bij de vaststelling van de verschillende categorieën en wordt ook ingegaan op een kritiek van het Arbitragehof in het arrest nr. 5/2004 van 4 januari 2004. Het belastingskrediet wordt immers toegekend aan gezinnen met een zeer laag inkomen en het bedrag ervan hangt af van het aantal kinderen ten laste. Deze wijziging belangt zeker de echtgenoten of levenspartners met gezinslast aan.

2. Forfaitaire vergoeding voor voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen

Bij de FOD Justitie is een « Dienst Voogdij » opgericht die belast is met het organiseren van een specifieke voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen. Deze dienst wijst een voogd aan om de vertegenwoordiging van de niet-begeleide minderjarige te verzekeren. De voogden ontvangen hiervoor een forfaitaire vergoeding van de « Dienst Voogdij ».

Er wordt bij het berekenen van de bestaansmiddelen geen rekening gehouden met de forfaitaire vergoeding, bedoeld bij artikel 6, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2003 tot uitvoering van Titel XIII, Hoofdstuk 6 « Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen » van de programmawet van 24 december 2002, voor zover de voogdij beperkt blijft tot het equivalent van twee voltijdse voogdijschappen per jaar (24).

III. Aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants

L'ancienne catégorie 3 du revenu d'intégration (isolé ayant droit à un montant majoré) disparaît le 1^{er} janvier 2005. Afin de garantir les acquis sociaux découlant de cette prestation majorée, un article 68quinquies est inséré à partir du 1^{er} janvier 2005 dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, chargeant le C.P.A.S. d'octroyer une aide spécifique aux personnes qui doivent payer une pension alimentaire en faveur d'enfants (25).

L'aide ainsi accordée n'est plus fournie en octroyant un montant majoré du revenu d'intégration sur la base de l'appartenance à une catégorie. Il s'agit dorénavant d'une aide spécifique accordée aux débiteurs d'aliments en faveur d'enfants.

Cette aide, qui s'inscrit ainsi dans un nouveau cadre, vise à maintenir une situation familiale sereine, permettant à l'enfant de s'épanouir. Trop de conflits, de procédures et de ruptures découlent en effet directement du fait que le débiteur d'aliments est confronté à des problèmes de paiement de pensions alimentaires, alors que l'octroi du revenu d'intégration découle déjà de sa situation précaire.

a) Conditions

Le droit à l'aide au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants est accordé lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1. Le débiteur d'aliments a droit à un revenu d'intégration ou à une aide sociale financière équivalente.

2. Le débiteur d'aliments est une personne qui est :

- soit débiteur d'une pension alimentaire pour ses enfants, fixée soit dans une décision judiciaire exécutoire, soit dans la convention visée à l'article 1288, 3^o, du Code judiciaire, soit dans un accord exécutoire visé aux articles 731 à 734 du Code judiciaire;

- soit débiteur d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil.

3. L'enfant habite effectivement en Belgique.

4. Le débiteur d'aliments produit la preuve du paiement de cette pension alimentaire. Ceci concerne le paiement complet de la pension alimentaire due. La preuve des paiements mensuels ne doit pas intervenir systématiquement, mais est laissée à l'appréciation des C.P.A.S..

b) Introduction de la demande

La demande d'aide spécifique est introduite de la manière fixée par l'article 58, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Les données suivantes sont communiquées par le demandeur au centre public d'action sociale en vue de l'examen de la demande :

1. L'identité et toutes les informations relatives à la résidence en Belgique de l'enfant (des enfants) pour lequel(s) le demandeur d'aide est débiteur d'aliments;

2. Une copie soit de la décision judiciaire exécutoire, soit de la convention visée à l'article 1288, 3^o du Code judiciaire, soit de l'accord exécutoire visé aux articles 731 à 734 du Code judiciaire, soit de la décision judiciaire exécutoire sur la base de l'article 336 du Code civil, en fonction de laquelle (duquel) le demandeur d'aide est redevable d'une pension alimentaire en faveur de son enfant ou de ses enfants;

3. La preuve du paiement complet de la pension alimentaire due.

c) Procédure en cas d'incompétence

Lorsqu'un centre public d'action sociale reçoit une demande d'aide spécifique pour laquelle il s'estime incompétent, l'article 58, § 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale est applicable.

Je vous rappelle que lorsque 2 centres s'estiment territorialement incompétents, le Ministre de l'Intégration sociale détermine à titre provisoire le centre compétent en matière de décision relative à la demande d'aide, sans préjudice d'éventuelles décisions administratives ou judiciaires ultérieures relatives à la compétence territoriale des centres concernés (26).

III. Specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen

De oude categorie 3 van het leefloon (alleenstaande met recht op een verhoogd bedrag) verdwijnt met ingang van 1 januari 2005. Om de sociale verworvenheden, die voortvloeiden uit deze verhoogde uitkering te vrijwaren, wordt met ingang van 1 januari 2005 een artikel 68quinquies ingevoegd in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dat het O.C.M.W. ermee belast een specifieke hulp te bieden voor personen die onderhoudsgeld ten gunste van kinderen moeten betalen (25).

De op die manier toegekende hulpverlening wordt niet meer verleend door het toekennen van een hoger bedrag van het leefloon op basis van het feit dat men tot een categorie behoort. Voortaan gaat het om een specifieke hulpverlening voor personen die onderhoudsgeld ten gunste van kinderen verschuldigd zijn.

Deze hulpverlening, die zodoende in een nieuw kader geplaatst wordt, is gericht op het behoud van een serene gezinssituatie, waarbinnen het kind zich kan ontplooiën. Teveel conflicten, procedures en breuken vloeien immers rechtstreeks voort uit het feit dat de onderhoudsplichtige ouder problemen heeft bij het betalen van de onderhoudsuitkering, terwijl hij gezien zijn precare situatie al aangevoelen is op de toekenning van een leefloon.

a) Voorwaarden

Het recht op hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen wordt verleend wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. De onderhoudsplichtige heeft recht op een leefloon of op een gelijkwaardige financiële maatschappelijke hulp.

2. De onderhoudsplichtige is een persoon die :

- ofwel onderhoudsgeld voor zijn kinderen verschuldigd is, vastgelegd hetzij in een uitvoerbare gerechtelijke beslissing, hetzij in een overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3^o, van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij in een uitvoerbare schikking bedoeld in artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek;

- ofwel onderhoudsgeld verschuldigd is op basis van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek.

3. Het kind woont daadwerkelijk in België.

4. De onderhoudsplichtige levert het bewijs van de betaling van dit onderhoudsgeld. Het betreft de betaling van het volledig verschuldigde onderhoudsgeld. Het bewijs van de maandelijksse betalingen dient niet systematisch te gebeuren, maar wordt aan het oordeel van het O.C.M.W. overgelaten.

b) Indiening van de aanvraag

De aanvraag voor de specifieke hulp wordt ingediend op de wijze bepaald door artikel 58, §§ 1 en 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Met het oog op het onderzoek van de aanvraag worden volgende gegevens door de aanvrager aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bezorgd :

1. de identiteit en alle inlichtingen betreffende de verblijfplaats in België van het kind of de kinderen waarvoor de steunaanvrager een onderhoudsgeld verschuldigd is;

2. een afschrift van hetzij de uitvoerbare rechterlijke beslissing, hetzij de overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3^o van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij de uitvoerbare schikking bedoeld in de artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij de uitvoerbare rechterlijke beslissing op basis van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek, op grond waarvan de steunaanvrager onderhoudsgeld voor zijn kind of kinderen verschuldigd is;

3. het bewijs van de volledige betaling van het verschuldigde onderhoudsgeld.

c) Procedure bij onbevoegdheid

Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een aanvraag voor de specifieke hulp ontvangt waarvoor het zich onbevoegd acht, wordt toepassing gemaakt van artikel 58, § 3, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ik herinner u eraan dat wanneer 2 centra zich territoriaal onbevoegd achten, de Minister van Maatschappelijke Integratie ten voorlopige titel het centrum bepaalt dat bevoegd is om een beslissing te nemen over de steunaanvraag, onverminderd eventuele latere administratieve of rechterlijke beslissingen met betrekking tot de territoriale bevoegdheid van de betrokken centra (26).

d) Notification de la décision

Chaque décision d'octroi, de refus ou de révision de l'aide spécifique est communiquée au demandeur de la manière fixée à l'article 62bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Cette décision est communiquée au demandeur d'aide dans les huit jours à compter de la date de la décision.

e) Paiement de l'aide

Le paiement de l'aide spécifique se fait mensuellement et s'élève à 50 % du montant de la pension alimentaire, payé pour ce mois, limitée au maximum à 91,67 EUR, à savoir un douzième du montant annuel maximal de 1.100 EUR, fixé à l'article 68quinquies, § 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale. Aussi, lorsque l'intéressé n'est pas bénéficiaire pour un mois entier ou bénéficie seulement d'un revenu d'intégration complémentaire, il peut faire appel au bénéfice complet de l'aide spécifique lorsqu'il fournit la preuve du paiement de la pension alimentaire pour ce mois concerné.

Le paiement de l'aide spécifique se fait à date ou jour fixe, soit par assignation postale dont le montant est payable à domicile et en mains propres du créancier d'aliments, soit par chèque circulaire, soit par virement.

Des frais administratifs ou d'enquête ne peuvent être déduits des montants octroyés comme aide spécifique.

f) Subvention de l'Etat

L'Etat octroie au C.P.A.S. compétent une subvention égale à 100 % du montant de l'aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants.

Le Ministre de l'Intégration sociale,
C. DUPONT

Notes

(1) Art. 104 et 106 de la loi-programme du 9 juillet 2004, *Moniteur belge* 15 juillet 2004, éd. 2, p. 55596 et 55597.

(2) Arrêté royal du 1^{er} mars 2004 portant dispositions consécutives à l'arrêt n° 5/2004 du 14 janvier 2004 de la Cour d'arbitrage prononçant l'annulation de certaines dispositions de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (*Moniteur belge* 2 mars 2004, éd. 2, p. 11772 et suiv.).

(3) Art. 99 et 100 de la loi-programme du 9 juillet 2004, *Moniteur belge* 15 juillet 2004, éd. 2, p. 55595 et 55596.

(4) En particulier les conditions prévues à l'article 3, 1°, 2°, 4° et 6° et, dans certains cas, aussi 5°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (nouvel art. 2bis de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale).

(5) Voir art. 2 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(6) Voir art. 7 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

(7) Le C.P.A.S. calcule les ressources conformément aux dispositions du titre II, chapitre II de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

(8) Le C.P.A.S. calcule les ressources conformément aux dispositions du titre II, chapitre II de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

(9) Nouvel art. 36, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(10) Art. 40, 1°, modifié, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(11) Arrêté royal du 5 décembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale (*Moniteur belge* 13 décembre 2004, p. 84115).

(12) Nouvel article 34, § 4, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(13) Nouvel article 25, § 6, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(14) Nouvel article 25, § 6, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

d) Kennisgeving van de beslissing

Elke beslissing tot toekenning, weigering of herziening van de specifieke hulp wordt meegedeeld aan de steunaanvrager op de wijze bepaald door artikel 62bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Deze beslissing wordt binnen de acht dagen, te rekenen vanaf de datum ervan, meegedeeld aan de steunaanvrager.

e) Uitkering van de hulp

De uitbetaling van de specifieke hulp geschiedt maandelijks en bedraagt 50 procent van het bedrag van het die maand betaalde onderhoudsgeld met een maximum van 91,67 EUR, zijnde één twaalfde van het maximumjaarbedrag van 1.100 EUR, bepaald bij artikel 68quinquies, § 3, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Ook wanneer betrokkene niet de hele maand gerechtigd is of slechts geniet van een aanvullend leefloon, kan hij aanspraak maken op het volledig genot van de specifieke hulpverlening indien hij het bewijs levert van de betaling van het onderhoudsgeld voor deze maand.

De uitbetaling van de specifieke hulp gebeurt op een vaste datum of dag, hetzij door middel van een postassignatie waarvan het bedrag betaalbaar is ten huize en in handen van de gerechtigde, hetzij door een circulaire cheque, hetzij door een overschrijving.

Op de bedragen toegekend als specifieke hulp mogen geen administratie- of onderzoekskosten ingehouden worden.

f) Staatstoelage

De Staat kent aan het bevoegd O.C.M.W. een toelage toe die gelijk is aan 100 % van het bedrag van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen.

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

Nota's

(1) Art. 104 en 106 van de programmawet van 9 juli 2004, *Belgisch Staatsblad* 15 juli 2004, ed. 2, p. 55596 en 55597.

(2) Koninklijk besluit van 1 maart 2004 houdende bepalingen ingevolge het arrest nr. 5/2004 van 14 januari 2004 van het Arbitragehof waarbij sommige bepalingen van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie werden vernietigd, *Belgisch Staatsblad* 2 maart 2004, ed. 2, p. 11772 e.v.

(3) Art. 99 en 100 van de programmawet van 9 juli 2004, *Belgisch Staatsblad* 15 juli 2004, ed. 2, p. 55595 en 55596.

(4) Meer bepaald de voorwaarden voorzien bij artikel 3, 1°, 2°, 4° en 6° en in bepaalde gevallen ook 5°, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie (nieuw art. 2bis van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie).

(5) Zie art. 2 van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(6) Zie art. 7 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(7) Het O.C.M.W. berekent de bestaansmiddelen overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk II van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(8) Het O.C.M.W. berekent de bestaansmiddelen overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk II van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(9) Nieuw art. 36, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(10) Gewijzigd artikel 40, 1°, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(11) Koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie (*Belgisch Staatsblad* 13 december 2004, p. 84115).

(12) Nieuw artikel 34, § 4, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(13) Nieuw artikel 25, § 6, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(14) Nieuw artikel 25, § 6, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(15) Nouvel article 25, § 1, 1^o, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(16) Nouvel article 26, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(17) Nouvel article 27, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(18) Nouvel article 28, § 4, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(19) Nouvel article 29, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(20) Nouvel article 30, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(21) Nouvel article 35, § 5, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(22) Nouvel article 29, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale.

(23) Nouvelle exonération o) dans l'art. 22, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale, insérée par l'art. 3 de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale (Moniteur Belge 13 décembre 2004, p. 84115).

(24) Nouvelle exonération p) dans l'art. 22, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale, insérée par l'arrêté royal du 5 décembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale (Moniteur Belge 13 décembre 2004, p. 84118).

(25) Art. 99 et 100 de la loi-programme du 9 juillet 2004, *Moniteur belge* du 15 juillet 2004, éd. 2, p. 55595 et 55596 et arrêté royal du 5 décembre 2004 pris en exécution de l'article 68quinquies, § 4, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, *Moniteur belge* du 13 décembre 2004, p. 84114.

(26) Art. 15, alinéa 4, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale et l'arrêté royal du 20 mars 2003 fixant les modalités d'exécution de cette disposition.

(15) Nieuw artikel 25, § 1, 1^o, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(16) Nieuw artikel 26, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(17) Nieuw artikel 27, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(18) Nieuw artikel 28, § 4, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(19) Nieuw artikel 29, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(20) Nieuw artikel 30, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(21) Nieuw artikel 35, § 5, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(22) Nieuw artikel 29, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

(23) Nieuwe vrijstelling o) in art. 22, § 1, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie, ingevoegd door art. 3 van het koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie (*Belgisch Staatsblad* 13 december 2004, p. 84115).

(24) Nieuwe vrijstelling p) in art. 22, § 1, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie, ingevoegd door het koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie (*Belgisch Staatsblad* 13 december 2004, p. 84118).

(25) Art. 99 en 100 van de programmawet van 9 juli 2004, *Belgisch Staatsblad* 15 juli 2004, ed. 2, p. 55595 en 55596 en koninklijk besluit van 5 december 2004 tot uitvoering van artikel 68quinquies, § 4, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, *Belgisch Staatsblad* 13 december 2004, p. 84114.

(26) Art. 15, vierde lid, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en het koninklijk besluit van 20 maart 2003 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van deze bepaling.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

JOBPUNT VLAANDEREN

[C – 2005/05004]

Jobpunt Vlaanderen coördineert de aanwerving van een rusthuisdirecteur, communicatieambtenaar, boekhouder, human resources verantwoordelijke en een systeemverantwoordelijke voor O.C.M.W.-Ninove

In onze snel evoluerende samenleving dreigen er nog altijd mensen uit de boot te vallen. O.C.M.W.-Ninove streeft een steeds betere levenskwaliteit na op alle domeinen van welzijn. Met zijn 270 personeelsleden realiseert O.C.M.W.-Ninove een waaier van sociale dienstverlening en ouderenzorg. Wil je hierin een belangrijke rol spelen, dan kan dat. O.C.M.W.-Ninove organiseert een getrapd vergelijkend aanwervingsexamen (met aanleg werfreserve van drie jaar) voor

Rusthuisdirecteur

Functie : Als directeur van een rust- en verzorgingstehuis en serviceflats realiseer je met je team (90 personen) een kwalitatieve dienstverlening naar de bewoners. Je leidt en organiseert de diensten : de verpleging, de verzorging, de paramedici en de administratie. Daarnaast ben je ook verantwoordelijk voor het opnamebeleid, de integrale kwaliteitszorg, de budgetten, enz. Je onderhoudt contacten met bewoners en familie en met andere openbare en private diensten en organisaties.

Profiel : Je combineert een diploma verpleging A1 met een diploma licentiaat sociale wetenschappen, licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen of ziekenhuisbeleid, bejaardenzorg of gerontologie. Je beschikt over goede management-capaciteiten en verzorgt een zéér belangrijk administratief takenpakket.